



# **lutte** **OUVRIÈRE**

**Face à la faillite du capitalisme,  
construire  
un parti ouvrier,  
communiste,  
révolutionnaire**





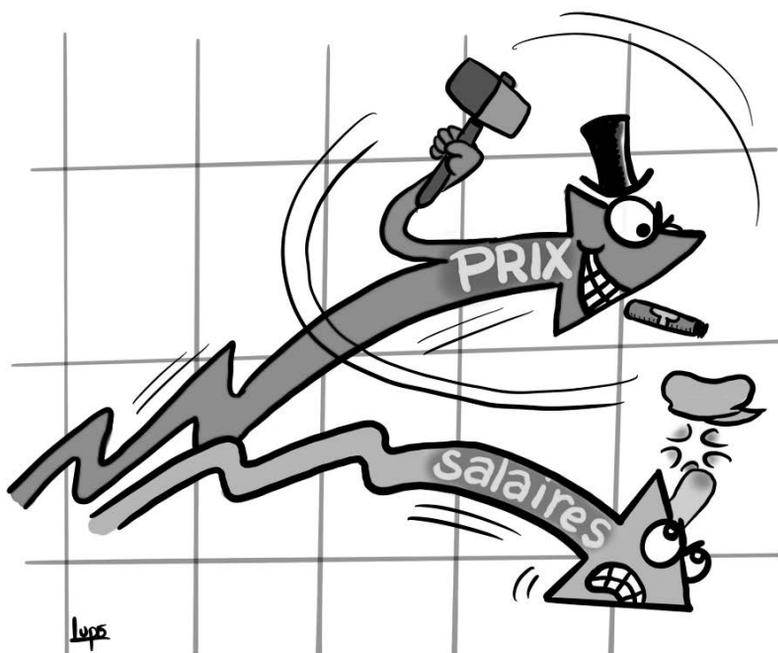
## Travailleuses, travailleurs,

Pour des millions de femmes et d'hommes des classes populaires, la vie est de plus en plus dure.

Comment payer son loyer ou remplir son chariot au supermarché quand on touche un salaire ou une pension de retraite trop faible et que les prix flambent ? Comment trouver un logement ? Comment tenir au travail jusqu'à 64 ans, voire plus, alors que le boulot est de plus en plus dur ? Comment trouver un médecin ou être pris en charge aux Urgences alors que les déserts médicaux se multiplient et que les hôpitaux sont débordés ?

Pendant ce temps, au sommet de la société, l'argent dégouline. À l'image du groupe LVMH, l'industrie du luxe bat des records. Son propriétaire, Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde, gagne le smic mensuel toutes les 15 secondes !

Pour permettre aux actionnaires de se gaver, les ouvriers de Stellantis gagnent péniblement 1 800 euros par mois en se levant



à 4 heures du matin ! Les couturières qui fabriquent en sous-traitance des sacs de luxe Louis Vuitton à 4 000 ou 5 000 euros pièce gagnent 1 500 ou 1 600 euros par mois !

Aucun gouvernement ne mettra fin à cette guerre sociale permanente contre ceux qui produisent tout pour enrichir les capitalistes. Dans tous les pays, les gouvernements se prosternent devant les exigences de la bourgeoisie, qu'ils soient de gauche, du centre, de droite ou d'extrême droite.

Partout ils rallongent le temps de travail, repoussent l'âge de la retraite, bloquent les salaires alors que les prix flambent, réduisent ou suppriment les indemnités des chômeurs, remettent en cause les droits des travailleurs immigrés. Partout ils taillent dans les budgets des écoles ou de la santé, mais ils dépensent des dizaines de milliards pour produire des engins de guerre.

Cette politique résulte des exigences des groupes capitalistes qui dominent l'économie et veulent augmenter coûte que coûte leurs profits. Ils se livrent entre eux à une concurrence toujours plus féroce. Ces rivalités se transforment de plus en plus en guerre ouverte, avec ses destructions et ses horreurs, menaçant le monde d'une nouvelle guerre mondiale.

Si la société s'enfonçe dans la crise et l'instabilité, cela ne dépend pas de la personnalité d'un Macron, d'un Biden ou d'un Scholtz, c'est la conséquence du fonctionnement du système capitaliste.

## Un gouvernement antiouvrier, sous le contrôle du RN

Après deux mois de tractations qui ont tourné à la farce politicienne, Macron a fini par nommer le LR Michel Barnier à Matignon.

Cet homme de droite sert la bourgeoisie depuis cinquante ans dans les institutions françaises et européennes. Fin 2021, il prônait la retraite à 65 ans, la suspension des indemnités-chômage après deux refus d'offres d'emploi « raisonnables », et réclamait un moratoire sur l'immigration... Cela lui vaut aujourd'hui le soutien de Marine Le Pen, qui a promis que les députés RN ne le renverseront pas immédiatement.

Avec le soutien du RN, le gouvernement Barnier mènera une politique encore plus dure vis-à-vis des travailleurs, et particulièrement vis-à-vis de la fraction immigrée de la classe ouvrière.

Déjà il annonce des mesures d'austérité sous prétexte de réduire le déficit budgétaire ou la dette de l'État.

Tous ceux qui ont voté aux élections législatives en croyant faire barrage au RN se sont fait duper par les appels au « front républicain » lancés par les politiciens concurrents du RN, qui voulaient garder le pouvoir. Au second tour, ils se sont fait duper par les chefs de la gauche, qui ont présenté les macronistes comme des

remparts au RN.

C'était un grossier mensonge ! Car ce sont bien Macron et Darnaud qui ont fait voter, en janvier dernier, une loi Asile et Immigration qui reprenait déjà toutes les propositions du RN. Une loi votée avec les députés du RN.

Les deux mois de comédie autour de la nomination du Premier ministre ont montré que, de la gauche à l'extrême droite, on trouve

### Une carrière exemplaire



les mêmes politiciens opportunistes, prêts à retourner leur veste et à s'allier à ceux qu'ils désignaient, la veille encore, comme les pires dangers pour le pays ou la société.

**Tous ont en commun d'accepter et de respecter l'organisation capitaliste de la société. En venant au pouvoir, ils se soumettent à la domination des grandes familles bourgeoises, qui contrôlent l'essentiel de l'économie au travers de leurs trusts industriels et financiers.**

*Manifestation contre la loi Darmanin, à Paris, en février 2024.*



## Le RN, un parti propatronal qui divise les travailleurs et une roue de secours du système bourgeois

Si le RN n'a finalement pas remporté les élections législatives, il est passé de 4,2 millions de voix en 2022 à 9,3 millions de voix au premier tour en 2024 et même à 10,5 millions avec ses alliés LR-Ciotti.

Si le « barrage au RN » a empêché Bardella de s'installer à Matignon, il n'a pas réduit son influence réactionnaire dans la société.

Beaucoup dans les classes populaires ont voté pour le RN pour chasser Macron, tout en rejetant cette gauche qui les a trahis tant de fois. Le RN apparaît à leurs yeux comme un parti qui parle de leurs problèmes, la fermeture des services publics, la vie chère et l'insécurité. Il apparaît comme celui « qu'on n'a jamais essayé » et qui pourrait « donner un coup de pied dans la fourmilière ».

C'est une grave erreur.

Si'il finit par gouverner, dans quelques mois ou quelques années, le RN s'aplatira lui aussi devant les riches et les capitalistes. On l'a vu entre les deux tours des élections, quand Bardella se préparait à entrer à Matignon : pour montrer à la bourgeoisie qu'il était un parti docile et responsable, il a reporté à la Saint-Glinglin l'abrogation de la loi sur la retraite à 64 ans et la baisse de la TVA promise sur l'énergie et les produits de première nécessité.

En affirmant qu'ils laisseraient le gouvernement Barnier se mettre en place, en répétant qu'ils ne sont pas pour le blocage et l'instabilité, Le Pen et Bardella se sont montrés responsables devant la bourgeoisie. Le RN roue de secours du système bourgeois, voilà son vrai visage !

Il est significatif que certains grands bourgeois, comme le milliardaire Vincent Bolloré, poussent à une alliance des droites, illustrée par le ralliement de Ciotti au RN.

Beaucoup d'électeurs du RN reprennent cette idée lancée pour la première fois par la gauche selon laquelle « on ne peut pas accueillir



toute la misère du monde ». Ils reprennent l'idée selon laquelle il n'y aurait pas assez de logements, pas assez de places à la crèche, de médecins ou de lits dans les hôpitaux.

Mais croire que les économies faites sur le dos des étrangers, des sans-papiers, des « assistés » comme disent les politiciens, leur permettront de mieux vivre est une grave erreur. Ce n'est pas parce que l'Aide médicale d'État sera supprimée que nous serons mieux soignés. Ce n'est pas la préférence nationale dans les HLM qui fera surgir de terre les logements sociaux qui manquent.

**Le plus grave dans l'influence du RN au sein de la classe ouvrière, c'est la division qu'elle sème à un moment où le monde du travail a besoin de son unité.**

**Avoir à ses côtés des ouvriers plus écrasés que soi n'a jamais fait avancer les intérêts des travailleurs. C'est même l'inverse. Moins les travailleurs étrangers auront de droits, plus nous reculerons tous parce que ce sera un nouveau moyen de pression pour le patronat.**



*Manifestation pour l'AME.*

## Le véritable chef du gouvernement, c'est le grand capital

Macron a refusé de confier le pouvoir au Nouveau Front populaire, premier groupe à l'Assemblée mais très loin d'avoir la majorité, avec 193 députés sur 577.

Les chefs du NFP ont crié au « déni de démocratie » et au « coup de force ». Cette posture désarme les travailleurs en laissant croire que le véritable pouvoir pourrait se trouver à l'Assemblée et qu'il y a quelque chose de démocratique dans les élections ou dans la Constitution.

Les travailleurs n'ont ni à pleurer sur le sort du NFP ni à regretter un gouvernement de gauche.

Si le NFP a repris à son compte les promesses, bien modestes, de porter le smic à 1 600 euros et de revenir sur la retraite à 64 ans, au pouvoir, il les aurait reniées sans délai. Même quand les partis de gauche avaient la majorité absolue, par exemple sous Hollande, ils ont toujours reculé devant les exigences patronales.

Le déni de démocratie est bien réel, mais il ne se situe pas dans le refus de confier le pouvoir au NFP. Il est bien plus profond. Il résulte du fait que les véritables maîtres de la société ne sont pas les députés ou le président élus, mais ceux qui détiennent les capitaux.

Quelques milliardaires de la finance et de l'industrie, comme le Français Bernard Arnault ou l'Américain Elon Musk, quelques milliers de capitalistes dans le monde ont plus de poids sur l'économie que les députés et les présidents, y compris celui des États-Unis. Ils possèdent les grandes entreprises de production, de transports, de distribution, et surtout les banques.

Notre vie, nos emplois, nos salaires, nos horaires de travail, nos jours de congé et même notre santé dépendent bien plus des patrons qui exploitent notre travail que des députés qui votent les lois.

Dans les urnes, pour élire un député, le bulletin d'un patron et d'un ouvrier peuvent avoir le même poids, mais quand il faut décider la fermeture d'une usine ou une simple augmentation de salaire, c'est la dictature patronale qui prévaut.

Quand un patron refuse d'appliquer une loi favorable aux travailleurs dûment votée, le gouvernement n'envoie pas sa police pour la faire respecter.



*Bernard Arnault et Emmanuel Macron.*

À l'inverse les capitalistes dictent leurs exigences aux gouvernements. Ils exigent que les budgets des États soient mis à leur disposition. C'est pourquoi les droits des travailleurs sont attaqués, le temps de travail rallongé, la retraite repoussée, le montant des salaires et des pensions bloqué, les allocations-chômage réduites.

**Tant que la grande bourgeoisie régnera sur la société, elle continuera d'imposer du sang et des larmes aux travailleurs, et tous les gouvernements à son service l'y aideront.**

## Une instabilité politique durable

La personnalité d'un Macron qui prétend régner en Jupiter et les petits calculs à court terme des partis, qui se partagent le pouvoir depuis des décennies, contribuent à la crise politique qui secoue le pays depuis des mois.

Mais celle-ci a des causes plus profondes. Elle résulte de l'usure du système parlementaire sur fond de crise de l'économie capitaliste.

Avec plus ou moins de succès selon les époques, la bourgeoisie des pays riches a mis en place un système d'alternance gouvernementale qui lui permet de remplacer, quand il est trop usé au pouvoir, un parti dévoué à ses intérêts par un autre tout aussi dévoué.

Ainsi en France, pendant des décennies, la droite et la gauche ont alterné à l'Élysée ou à Matignon. Quand la droite était trop haïe par les classes populaires, elle laissait la place à la gauche. De Mitterrand et Chirac à Sarkozy et Hollande, cette alternance s'est faite sans trop de heurts.

*Manifestation de la jeunesse le 9 mars 2016 à Toulouse contre la loi Travail.*



Mais pour que la démocratie fasse illusion, il faut que les gouvernements aient quelques miettes à distribuer. Dans une période où le chômage est massif, où le niveau de vie des classes populaires se dégrade, où le patronat attaque sans cesse les conditions d'existence de ceux qui font fonctionner la société, les gouvernements n'ont que des coups à donner aux travailleurs. Alors les politiciens s'usent de plus en plus vite.

Les partis de gauche, dont la classe ouvrière constituait la base électorale, ont exercé le pouvoir en alternance pendant quarante ans. L'un après l'autre, Mitterrand, Jospin ou Hollande ont trahi leurs promesses et se sont soumis aux exigences de la finance et des capitalistes. Cette gauche a fini par se discréditer complètement.

Mis en orbite politique par de grands bourgeois en 2017, le banquier Macron a offert un petit répit à la démocratie bourgeoise. Celui-ci aura été de courte durée. Macron s'est usé encore plus rapidement que ses prédécesseurs.

Pour défendre ses intérêts, la bourgeoisie peut bien sûr compter sur son appareil d'État. Des milliers de recteurs, préfets, chefs d'état-major, secrétaires généraux dans les ministères, spécialement sélectionnés et dressés pour défendre l'ordre social, mettent en œuvre les lois et les décrets. Les ministres changent mais ces hauts fonctionnaires restent.



*Le préfet de Paris à la rencontre de ses troupes, en juillet 2024.*

Ainsi les hauts fonctionnaires de Bercy ont préparé le budget 2025 alors que le gouvernement était démissionnaire. Pour le bonheur du patronat, Barnier n'aura qu'à valider ce budget d'austérité, avec 10 à 15 milliards d'euros d'économies par rapport à celui de 2024.

Pour autant, un gouvernement est nécessaire pour chapeauter cet appareil et arbitrer entre les intérêts contradictoires de tel ou tel groupe de banquiers ou d'industriels. Il est nécessaire encore pour donner une façade démocratique à un appareil d'État bâti pour défendre en toutes circonstances les intérêts des Arnault, Bolloré, Peugeot, Mulliez, Dassault...

Mais la tâche d'un tel gouvernement est ingrate : il doit baisser les impôts et les taxes des entreprises, faciliter l'exploitation, tailler dans les budgets des écoles ou de la santé pour drainer sans cesse les richesses vers les coffres du capital... tout en évitant les révoltes et les crises politiques.

**La crise économique étant de plus en plus profonde, le système capitaliste engendrant de plus en plus de misère, d'injustice, de violence et de chaos, les gouvernements seront de plus en plus autoritaires et répressifs.**

## Face à l'évolution réactionnaire, face à la violence raciste, sauvons-nous nous-mêmes

La pression des idées réactionnaires exprimées du matin au soir par l'extrême droite, et reprises même par la gauche, ne pèse pas seulement sur le gouvernement. Elle s'exerce sur toute la société.

Le moindre fait divers, la moindre agression contre un enfant, un vieillard ou un policier, sont imputés, par les politiciens, les chaînes d'information, les réseaux sociaux et une multitude de commentateurs, au laxisme supposé de la justice, au manque d'ordre et d'autorité dans le pays, aux méfaits de l'immigration.

Ces attaques permanentes contre l'immigration accusée de causer tous les problèmes, reprises par le gouvernement, ne peuvent que renforcer les militants fascistes, au sein de la police et de l'armée, parmi les groupes identitaires qui se préparent à agir physiquement contre des migrants, des centres d'accueil, des mosquées ou des jeunes d'origine immigrée dans les quartiers.

Les manifestations et les émeutes racistes qui ont secoué plusieurs villes de Grande-Bretagne cet été doivent être un

*Contre-manifestation des antiracistes, le 8 août, en Grande-Bretagne.*



avertissement : les discours xénophobes rabâchés sur tous les tons peuvent déboucher du jour au lendemain sur des actes violents. Ils peuvent engendrer une situation de guerre civile au sein même de notre classe, sur nos lieux de travail ou de vie.

La justice et la police ne nous protégeront pas de ces violences comme le prétendent les politiciens de gauche et les dirigeants syndicaux qui n'ont que les « valeurs républicaines » à la bouche. Pire, encouragées par la politique gouvernementale, gangrenées par les idées racistes, se comportant dans les quartiers populaires comme en territoire ennemi, elles les aggraveront.

**Pour se protéger des agressions racistes, pour défendre ceux des nôtres qui seront attaqués, nous, les travailleurs, ne pourrons compter que sur nous-mêmes. Nous allons devoir nous organiser, à l'échelle de nos entreprises ou de nos quartiers, pour nous défendre physiquement, sur des bases de classe et pas sur des bases communautaires.**

## La crise et la dictature de la finance

L'économie capitaliste va de crise en crise. La grande bourgeoisie recherche le profit le plus élevé, le plus vite possible, quelles qu'en soient les conséquences pour la société.

Ceux qui possèdent les capitaux ne les investissent pas dans les secteurs les plus utiles mais les plus rentables.

Ainsi, le laboratoire pharmaceutique Sanofi ne produit pas les médicaments ou les vaccins les plus vitaux pour l'humanité mais ceux qui rapporteront le plus d'argent. Et tant pis si des médicaments aussi basiques que le paracétamol ou l'amoxicilline se retrouvent en rupture dans les pharmacies !

La majorité des capitaux n'est pas investie dans la production, elle est placée dans la finance. Prêter contre un intérêt élevé, acheter et revendre des actions, monter des opérations financières de plus en plus complexes, spéculer sur toutes sortes de supports, y compris le blé ou l'eau, voilà le sport favori de la grande bourgeoisie.

La finance est devenue un cancer qui ronge toute l'économie.

Des milliers de petites et moyennes entreprises, endettées et prises à la gorge par l'inflation, qui réduit la consommation, sont aujourd'hui menacées de faillite. Des petits patrons risquent d'être ruinés et leurs salariés d'être jetés au chômage.

À travers la dette publique, la finance a pris le contrôle des États. Tous, à commencer par les États-Unis, le plus riche d'entre eux, sont endettés dans des proportions ahurissantes. Ainsi, la dette de l'État français dépasse-t-elle 3 000 milliards d'euros. Elle a grimpé de 1 000 milliards sous Macron, sous prétexte de faire face

au Covid, de financer la transition énergétique ou de la guerre en Ukraine...

Cette dette publique ne profite pas à la population. Elle ne sert pas d'abord à construire de nouvelles infrastructures, écoles ou hôpitaux. Elle profite aux industriels arrosés de subventions publiques et aux marchands d'armes.



Elle profite surtout aux financiers : chaque année ils encaissent plus de 42 milliards d'euros d'intérêts versés par le gouvernement français. Pour les banquiers, prêter aux États, c'est s'assurer un profit régulier sans réaliser le moindre investissement et sans prendre de risque.

C'est une rente perpétuelle sans limite et sans fin !

La dette est devenue le prétexte de tous les gouvernements pour justifier des coupes massives dans les services utiles à la population. Les milieux financiers mettent la pression sur le prochain gouvernement français en exigeant qu'il respecte « l'orthodoxie budgétaire », autrement dit qu'il réserve le budget de l'État aux capitalistes.

**La dette profite aux capitalistes, c'est à eux de la payer.**

**Pour que les travailleurs cessent d'être étranglés par le nœud coulant de la dette, ils n'auront pas d'autre voie que d'exproprier les banquiers sans indemnité ni rachat !**

## Le capitalisme, c'est la guerre

La guerre économique entre les capitalistes des différents pays est de plus en plus dure car les marchés solvables sont limités et chacun cherche à avoir le monopole des matières premières. Ces rivalités économiques se traduisent de plus en plus par des conflits armés.

La guerre n'a jamais cessé en Afrique, comme dans l'est de la République démocratique du Congo, région riche en minerais. Elle fait rage au Moyen-Orient, où l'armée israélienne, bras armé des puissances occidentales dans cette région stratégique riche en pétrole, a transformé Gaza en un cimetière et un champ de ruines. En Europe, une guerre où se mêlent les tranchées de 1914 et les drones du 21<sup>e</sup> siècle détruit l'Ukraine.



*Réfugiés congolais fuyant une zone de combat en direction de Goma, en février 2024.*

La confrontation ne cesse de s'aggraver entre la Chine, puissance économique montante qui essaye de se tailler une place dans l'économie mondiale, et les États-Unis, première puissance impérialiste du monde, qui veut conserver sa suprématie. Le monde marche vers une nouvelle guerre généralisée.

Si la France n'est pas ouvertement en guerre, ministres et généraux nous mettent en condition depuis des mois pour préparer les esprits à une guerre dite de haute intensité.

Tous les partis nous parlent de « défendre les intérêts de la France », mais les intérêts de la France, cela n'a rien à voir avec les intérêts des exploités et des pauvres. Les intérêts de la France, ce sont les intérêts des Bolloré, des Pinault, des Michelin... pour accéder aux marchés ou aux matières premières.

Une telle guerre, quel que soit le prétexte initial invoqué, la défense d'un petit pays agressé par son puissant voisin ou la défense de la démocratie face à un dictateur, sera une guerre des puissances qui dominent le monde, États-Unis en tête, pour conserver leur suprématie.

Cette guerre ne sera pas celle des classes populaires, des exploités. Ceux-là seront envoyés croupir dans des tranchées, se terrer dans des abris, mourir ou se faire amputer pour que les Total, Dassault ou Bolloré éjectent leurs concurrents.

**Alors, il faudra des femmes et des hommes pour dire haut et fort que cette guerre n'est pas la leur. Que l'ennemi principal est dans notre propre pays !**

## Les travailleurs font tourner la société, à eux de la diriger !

Face aux menaces qui montent de toutes parts, face au gâchis de richesses, de travail et d'intelligence humaine, face au chaos engendré par la domination des capitalistes sur la société, comment agir pour enrayer la catastrophe ?

Face à l'irresponsabilité de la bourgeoisie, dont la seule morale est « après-moi le déluge ! », aucune élection ne suffira. Il faut qu'agissent collectivement, directement, ceux sur qui repose toute la société.

Les travailleurs, ouvriers, employés, techniciens, conducteurs, maçons, magasiniers, infirmiers, enseignants, dockers, marins, ingénieurs, sont à la base de tout. Sans eux la société s'arrêterait immédiatement de fonctionner. Sans maçons, sans électriciens, sans cuisiniers, sans employés de l'hôtellerie, sans conducteurs de métro, sans agents de sécurité, pas de Jeux Olympiques.

*Ligne de préparation mécanique à l'usine automobile d'Hordain, dans le Nord.*



Même les guerres ne peuvent avoir lieu sans ouvriers et techniciens pour produire des canons ou des avions, sans cheminots ou camionneurs pour transporter le matériel, sans travailleurs du secteur énergétique pour raffiner du pétrole et produire de l'électricité.

Demain, même s'il n'y a pas de gouvernement durable, la société continuera de tourner car nous, travailleurs, en sommes la base.

Sans la classe ouvrière, constituée par des travailleurs venus des quatre coins du monde, la grande bourgeoisie ne pourrait rien faire, il n'est même pas sûr qu'elle saurait se faire à manger et nettoyer ses toilettes !

Dans les entreprises, sans travailleurs, il n'y aurait pas création de profit ni accumulation de capital. Ce rôle central dans l'économie leur donne un immense pouvoir. Dès qu'ils entrent en lutte pour leurs intérêts, leur salaire, leurs conditions de travail, leur emploi... ils se heurtent au pouvoir de la classe capitaliste.

**La classe ouvrière n'est pas seulement la mieux placée pour mener le combat, elle est la seule capable de transformer la société car c'est elle qui la fait déjà tourner. Elle pourrait la faire fonctionner, demain, sans les parasites que sont les capitalistes !**

**Elle est porteuse d'une nouvelle organisation : une économie fondée sur la gestion collective des grands moyens de production.**

## Retrouver la conscience de classe

Cette perspective paraît utopique aujourd'hui tant les travailleurs ont perdu la conscience qu'ils représentent une force immense et que la société se divise en deux camps inconciliables. Il y a d'un côté ceux qui produisent toutes les richesses et de l'autre ceux qui tirent leurs profits de l'exploitation.

Cette conscience de classe existait dans le passé. Elle avait été diffusée par des militants politiques, ouvriers ou intellectuels, regroupés dans des partis et des Internationales. Il y a plus d'un siècle, les militants du Parti socialiste puis ceux du Parti communiste, à travers des luttes petites ou grandes, gagnées ou perdues, l'avaient fait émerger au sein du monde du travail.

Mais en s'intégrant dans l'État et ses institutions, au fur et à mesure qu'ils ont renoncé à renverser la dictature du capital, les partis de gauche et les organisations syndicales ont démolie cette conscience de classe.

*Congrès de fondation du Parti communiste, à Tours, en décembre 1920.*



Ils ont remplacé l'idée que la société est divisée en classes sociales aux intérêts opposés par des mots creux sur « le peuple », « la nation », « la démocratie » ou « les valeurs républicaines ».

À force de « front républicain », les partis de gauche et les syndicats ont appelé les travailleurs à voter pour leurs ennemis, des politiciens qui leur ont porté les coups comme Borne ou Darmanin.

Ils ont remplacé la lutte de classe par la seule perspective électorale, le « vote utile » et la recherche d'un « sauveur suprême ».

Ils ont remplacé la méfiance instinctive des exploités envers la police, les juges et tout ce qui vient de l'État par des illusions sur la loi, le droit du travail, la négociation et les accords « donnant donnant ».

Ils n'incriminent plus le grand patronat mais l'Europe, le libre-échange, la mondialisation, contribuant à nourrir le nationalisme et l'idée que les malheurs des travailleurs français viennent des étrangers.

Ils ont remplacé l'internationalisme par le nationalisme, le drapeau rouge par le drapeau bleu blanc rouge.

Finalement le RN n'a eu qu'à récolter les fruits de cette évolution. Et c'est ainsi qu'un parti fondé par des pétainistes et des partisans de l'Algérie française réalise ses meilleurs scores électoraux dans des villes et des régions longtemps dirigées par le PS et le PCF. Un parti ouvertement propatronal a fini par incarner le changement aux yeux d'une partie des ouvriers.

**Il est urgent de retrouver cette conscience que la société est divisée en deux classes sociales antagonistes et pas en blocs électoraux qui tous, d'une façon ou d'une autre, défendent le système capitaliste.**

## La lutte de classe ne s'arrête jamais

Mais n'en déplaise à ceux qui les ont enterrées, les classes sociales existent et la lutte de classe ne s'arrête jamais.

Dans cette période de crise aiguë, dans cette période où la rivalité entre groupes capitalistes du monde entier menace de se transformer à n'importe quel moment en guerre généralisée, la bourgeoisie ne fera aucune concession aux travailleurs.

D'une façon ou d'une autre, les attaques, qu'elles viennent du patronat ou du gouvernement, provoqueront des réactions collectives, des manifestations, des grèves, peut-être une explosion sociale. Il faut se préparer à un tourbillon d'événements sociaux, de coups de colère, de mobilisations qui iront dans tous les sens.

Mais comment s'assurer que les travailleurs garderont le contrôle de leurs révoltes ? Pour quels objectifs les travailleurs devront-ils se battre ?

Faudra-t-il se contenter du smic à 1 600 euros ? Du retour à la retraite à 62 ans ? D'un encadrement des factures énergétiques ? Mais de telles mesures seraient bien vite reprises, comme les anciens l'ont appris à leurs dépens après les grèves de 1936 ou 1968.

*Des ouvriers du textile bloquent la circulation, en novembre 2023, au Bangladesh.*



L'objectif sera-t-il de remplacer le gouvernement en place par un gouvernement dirigé par Le Pen et le RN, c'est-à-dire de remplacer un gouvernement antiouvrier par un autre à la fois antiouvrier et xénophobe ? Sera-t-il de mettre en place un gouvernement dirigé par Mélenchon et LFI, qui n'ont, eux aussi, que « les intérêts de la France » à la bouche ?

Chacune à sa façon, ces « solutions » seraient des impasses pour les travailleurs.

**Si des révoltes sociales explosent, les travailleurs en lutte devront se donner les moyens, l'organisation nécessaire pour imposer entièrement leurs revendications vitales. Ils devront refuser de se satisfaire de quelques concessions mais viser à prendre le contrôle de toute la société et à renverser le pouvoir de la bourgeoisie.**

## Pour l'unité entre tous les travailleurs

Dans ces futures luttes, inéluctables, nous ne devons pas nous laisser diviser entre travailleurs, selon notre statut, nos origines, notre religion ou notre vote aux dernières élections.

Il faudra nous regrouper et nous unir, dans nos entreprises et nos quartiers, parce que notre principale force contre le patronat, c'est notre nombre et notre unité dans la lutte.

Quand les travailleurs entrent en lutte, les différences de langue, de culture ne comptent plus. Dans le combat de classe, les seuls qui apparaissent comme étrangers et ennemis, ce sont les chefs, le patron, l'huissier, les flics, les représentants de l'État.

Quel que soit le pays où ils vivent, tous les travailleurs doivent se battre pour défendre leur droit à vivre dignement d'un travail et d'un salaire. L'exploitation n'a pas de frontières, alors il ne faut pas de frontières entre travailleurs !

**Aux haines nationalistes, au racisme qui trouve son pendant dans le communautarisme et aux préjugés de toutes sortes, il faut opposer la conscience internationaliste d'appartenir à la même classe par-delà les frontières ; la conscience d'appartenir à une classe sociale exploitée, mais qui constitue la seule classe porteuse d'un avenir pour toute l'humanité.**



Manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2024 à Paris.

## Formuler nos revendications vitales

Dès maintenant, il faut se rassembler entre travailleurs, dans nos entreprises ou dans nos quartiers. Il faut discuter entre nous des mesures qui pourraient vraiment changer notre vie.

### ► Augmentation des salaires et indexation sur la hausse des prix

Face aux prix qui flambent, face aux fins de mois de plus en plus difficiles, nous devons formuler nos besoins et nos revendications.

Quand nous discutons entre nous de ce qu'il faut pour vivre, tout le monde convient qu'il faudrait 300, 400, 500 euros d'augmentation, et que 2 000 euros de salaire net est un minimum. Eh bien, voilà nos exigences !

Et les salaires doivent suivre la hausse des prix. Pas l'inflation officielle, qui sous-estime toujours la réalité, mais la hausse réelle que nous constatons nous-mêmes au supermarché ou à la pompe à essence.

**Salaires écrasés,  
prix envolés,  
emplois supprimés :**

**Ce n'est pas  
les frontières  
qu'il faut fermer,  
c'est les capitalistes  
qu'il faut faire  
payer !**



C'est ce que l'on appelle l'indexation des salaires sur l'inflation : quand les prix montent, les salaires, les allocations et les pensions doivent monter.

### ► **Embauches massives et répartition du travail entre tous**

Dans nombre d'entreprises, sur chaque poste de travail, il y aurait du boulot pour deux, tandis que des travailleurs se désespèrent au chômage à l'extérieur. Il faut recenser les besoins.

Combien d'embauches faut-il dans tel ou tel atelier ? Quel temps de travail pour ne pas finir sur les rotules ? Si nous demandions au personnel des hôpitaux, des Ehpad, de l'éducation, des transports publics d'établir une liste des embauches dont ils auraient besoin, on arriverait à des centaines de milliers d'emplois à créer tout de suite !

Il faut répartir le travail afin de baisser le temps de travail et la charge de travail pour permettre à tous d'avoir un emploi et un salaire.

### ► **Contrôle des comptes des entreprises**

Il faut aussi discuter du financement. Cela suppose de savoir ce qu'il y a dans les caisses de notre entreprise. Cela suppose de faire sauter le secret et l'opacité qui règnent. Cela suppose la transparence des comptabilités sous le contrôle des travailleurs.

Il faut arrêter de croire les mensonges de nos patrons, qui prétendent qu'il n'y a pas d'argent pour embaucher en interne les intérimaires, alors qu'ils trouvent toujours des millions pour arroser les actionnaires.

**Aucun politicien n'imposera ces mesures de bon sens. Seuls les travailleurs unis, combatifs et organisés pourront le faire quand ils se décideront à se révolter. Il n'y a pas le choix, si nous ne voulons pas être sacrifiés, si nous voulons enrayer la catastrophe vers laquelle court la société, il faut que les travailleurs retrouvent la volonté d'agir !**

## Renverser la dictature du capital

Pour défendre notre avenir, il ne suffira pas de changer de gouvernement. Il ne suffira pas d'obtenir l'abrogation de la retraite à 64 ans ou le smic à 2 000 euros. À quoi nous servira le droit de partir à la retraite à 62 ans si l'on meurt à 20 ans dans une nouvelle guerre ? À quoi servira un salaire indexé sur l'inflation si l'on se retrouve sous les bombes ?

Aucun gouvernement n'enrayera l'évolution inégalitaire, chaotique et destructrice de la société. Aucun gouvernement n'empêchera son évolution nationaliste et guerrière.

Pour défendre notre avenir, il faudra contester le droit de la classe capitaliste à imposer ses diktats sur toute la société, sa capacité à exacerber toutes les divisions pour mieux exploiter notre travail.

*Après un bombardement israélien dans le camp de Nousseirat, à Gaza le 8 juin 2024.*



Le capitalisme en crise entraîne l'humanité vers la barbarie. Son renversement est une nécessité ! Mais nous ne sommes pas éternellement condamnés à cet ordre bourgeois. Un autre monde est possible et c'est à nous de le construire.

**À la propriété privée d'une toute petite minorité de capitalistes, il faut opposer la perspective de la collectivisation des grands moyens de production et des banques.**

**Au pouvoir politique de la classe bourgeoise, il faut opposer le pouvoir des travailleurs.**

**Au capitalisme, il faut opposer la perspective révolutionnaire du communisme.**

## Construire un parti communiste, révolutionnaire, internationaliste

Un tel programme ne pourra prendre corps que lorsque des millions de travailleurs refuseront de se résigner et cesseront de placer leur espoir dans tel ou tel politicien, dans tel ou tel sauveur suprême.

Aucun parti, si radical soit-il, ne peut déclencher une telle révolte sociale. Mais la crise économique et l'instabilité politique peuvent engendrer des explosions sociales qui ouvriront d'immenses possibilités pour la classe ouvrière.

Ces révoltes peuvent être canalisées par des forces réactionnaires, des mouvements fascistes qui les conduiront dans des impasses sanglantes. À l'inverse, elles peuvent être dirigées par un parti révolutionnaire et déboucher sur un changement durable de la société.

Une course de vitesse est engagée.

C'est pourquoi il est vital que tous ceux qui n'acceptent pas l'ordre social bourgeois et veulent le renverser se regroupent dès maintenant.

*Meeting avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier  
lors de la fête annuelle de Lutte ouvrière, en mai 2024.*



Les travailleurs ont besoin de leur propre parti. Pas un parti destiné à fournir des ministres pour gérer l'État de la bourgeoisie, mais un parti qui se prépare à le renverser ; un parti qui affirme que celles et ceux qui font fonctionner la société doivent la diriger.

Il faut regrouper dans un parti des travailleurs de toutes nationalités et origines derrière un programme défendant leurs intérêts quotidiens et combattant pour le renversement du capitalisme. Il faut reconstruire un parti qui porte la perspective communiste.

Nous ne repartons pas de zéro. Nous héritons de deux siècles d'un mouvement ouvrier riche de luttes, de succès et d'erreurs, de grandes victoires et d'échecs graves.

**Ce parti, il faut le construire dans les entreprises et dans les quartiers autour de noyaux de travailleurs conscients. Autour de travailleurs qui prennent l'habitude de se réunir pour discuter de leurs affaires, pour examiner tous les événements, toutes les crises politiques et la moindre décision gouvernementale en se demandant à chaque fois : où sont nos intérêts ?**

**Alors, resserrons les rangs et construisons ce parti ouvrier révolutionnaire ! Rejoignez-nous !**

18 septembre 2024

## Sommaire

Travailleuses, travailleurs, .....	1
Un gouvernement antiouvrier, sous le contrôle du RN .....	3
Le RN, un parti patronal qui divise les travailleurs et une roue de secours du système bourgeois.....	5
Le véritable chef du gouvernement, c'est le grand capital.....	7
Une instabilité politique durable .....	9
Face à l'évolution réactionnaire, face à la violence raciste, sauvons-nous nous-mêmes.....	12
La crise et la dictature de la finance.....	14
Le capitalisme, c'est la guerre .....	16
Les travailleurs font tourner la société, à eux de la diriger !.....	18
Retrouver la conscience de classe .....	20
La lutte de classe ne s'arrête jamais .....	22
Pour l'unité entre tous les travailleurs .....	24
Formuler nos revendications vitales.....	25
Renverser la dictature du capital.....	27
Construire un parti communiste, révolutionnaire, internationaliste .....	29

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- sur Facebook, Instagram, TikTok, X
- par e-mail :

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

- par courrier à notre siège central :

**Lutte ouvrière – BP 20029 – 93501 PANTIN CEDEX**

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.





*Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.*

**Visitez notre site Internet :**  
**[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)**



Supplément gratuit à Lutte ouvrière n° 2929 du 20 septembre 2024  
Imprimé par IMS - 93500 Pantin